5 juin 1880

Décret instituant un certificat d'aptitude à l'enseignement dans les écoles normales

Jules Grévy, Jules Ferry

Source : *B.A.M.I.P.* n° 454, p. 624-625.

Ce décret marque une étape importante de l'histoire des écoles normales : les anciens maîtres adjoints - terme difficile désormais à accepter - instituteurs remarquables pour leurs capacités lors de leur passage à l'école normale et nommés par les recteurs pour suppléer le directeur, vont se transformer peu à peu en professeurs dans l'ordre des lettres ou des sciences. Est-ce un premier pas des écoles normales vers l'enseignement secondaire ? En fait les professeurs de lycée continuent à regarder de haut l'ordre primaire. C'est à l'intérieur de l'ordre primaire que les écoles normales vont puiser leurs enseignants désormais spécialisés.

Le Président de la République française,
Sur le rapport du ministre de l'Instruction publique et des Beaux-arts,
Vu la loi du 9 août 1879 ;
Vu l'article 7 du décret du 2 juillet 1866 ;
Le Conseil supérieur de l'Instruction publique entendu,
Décrète :

Article 1^{er} - Nul ne peut être nommé définitivement aux fonctions de l'enseignement dans les écoles normales primaires d'instituteurs ou d'institutrices, s'il n'a été déclaré apte à ces fonctions soit dans l'ordre des lettres, soit dans l'ordre des sciences, après un examen spécial dont le programme sera déterminé par un arrêté ministériel pris en Conseil supérieur.

Art. 2. - Ne peuvent être admis à cet examen que les candidats qui justifient :

- 1° De vingt et un ans d'âge ;
- 2° D'un stage de deux ans au moins dans l'enseignement public ;
- 3° De l'un des titres suivants :

Diplôme de bachelier ès lettres ou ès sciences, brevet de capacité pour l'enseignement secondaire spécial, brevet complet de l'enseignement primaire.

Art. 3. - Les maîtres adjoints et les maîtresses adjointes pourvus du certificat d'aptitude à l'enseignement des écoles normales primaires ont droit au titre de professeur d'école normale primaire ; mais ce titre ne peut leur être conféré que s'ils sont âgés de vingt cinq ans et s'ils comptent trois années d'exercice dans l'enseignement primaire public.